



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org

We regret that some of the pages in the microfiche copy of this report may not be up to the proper legibility standards, even though the best possible copy was used for preparing the master to be



07252 - F



Distr. LIMITEE

ID/WG.234/12

18 novembre 1976

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Groupe intergouvernemental d'experts
sur l'industrialisation des pays
les moins avancés

Vienne (Autriche), 15-24 novembre 1976

L'INDUSTRIALISATION DES PAYS
LES MOINS AVANCES

par
M. Ahmed Sheikh Issa^{1/}
Ministre de l'industrie
de la Somalie

^{1/} Les opinions exprimées dans le présent document sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les vues du Gouvernement somali ou du Secrétariat de l'ONUDI. Le présent document est la traduction d'un texte anglais qui n'a pas fait l'objet d'une mise au point rédactionnelle.

L'INDUSTRIALISATION DES PAYS LES MOINS AVANCES

Dans les pays les moins avancés l'industrialisation est freinée par divers problèmes et contraintes dus à l'absence ou à l'insuffisance des éléments ci-après :

- a) Infrastructure matérielle;
- b) Main-d'oeuvre qualifiée;
- c) Ressources financières (notamment devises étrangères) et institutions financières;
- d) Marché et possibilité d'élargir les débouchés;
- e) Compétences nécessaires pour accélérer le transfert des techniques;
- f) Petite industrie et mesures propres à en promouvoir le développement;
- g) Utilisation adéquate de la capacité installée;
- h) Institutions chargées de promouvoir et d'appuyer les activités menées en matière de promotion des investissements et de sélection, d'élaboration et d'exécution des projets;
- i) Politique industrielle.

Voici, brièvement exposée, quelle est la situation de la Somalie à cet égard :

a) Infrastructure matérielle

L'absence d'infrastructure ou l'insuffisance de l'infrastructure existante a pour effet de restreindre le choix quant au lieu d'implantation des établissements industriels, d'augmenter considérablement le coût des investissements et de compromettre la rentabilité de l'industrie. En Somalie, une entreprise industrielle doit toujours prévoir des investissements pour la construction d'une route d'accès, la mise en place d'une installation de production d'électricité ou d'une installation de pompage ou le forage d'un puits et la construction d'un égout, parfois sur plusieurs kilomètres. Le flux de matières premières et de produits industriels étant limité, la commercialisation est difficile et les coûts de production - et, partant, les prix de vente - sont élevés. L'industrie est concentrée dans les ports de Mogadiscio, Kismayo et

Berbera. Faute d'installations portuaires adéquates, la création de projets de grande envergure est difficile ou exige la construction d'un port spécialement à cet effet.

Les investissements nécessaires pour créer une infrastructure matérielle sont forcément très importants. Le manque d'infrastructure est donc un problème qui ne pourra être résolu qu'à long terme.

b) Main-d'oeuvre qualifiée

Le manque de main-d'oeuvre qualifiée constitue le deuxième grand problème du pays. C'est à lui que sont imputables les retards dans l'exécution des projets industriels, la sous-utilisation de la capacité installée et le coût exorbitant de l'entretien - même à un niveau très modeste - des installations industrielles. Des efforts concertés sont consacrés à la solution de ce problème. L'université de Mogadiscio compte aujourd'hui plusieurs facultés : construction mécanique, économie, chimie, etc. La création d'une école polytechnique est en bonne voie. Il existe deux instituts de formation technique, un centre de formation professionnelle, un atelier de formation aux métiers artisanaux, une école de comptabilité et un institut des pêcheries. La Somalie possède également une institution (le Somali Institute of Development) qui dispense une formation en cours d'emploi aux gestionnaires et comptables. Il n'existe pas de moyens de formation dans des domaines spécialisés ayant trait à la technologie, à l'économie, à la gestion, au commerce et à la comptabilité et il n'est pas possible d'en créer au stade actuel. Il est donc nécessaire d'envoyer un grand nombre de ressortissants somaliens qualifiés suivre une formation à l'étranger grâce aux bourses qui peuvent être accordées par les organismes des Nations Unies et par des pays amis.

c) Formation de capital et financement

Pour s'industrialiser, il faut des capitaux, tant en monnaie nationale qu'en devises. Il est rare que les pays les moins avancés obtiennent des prêts à long terme à des conditions libérales. Les prêts commerciaux sont trop chers, ce qui fait que

dans les pays peu avancés l'industrie est quelquefois une activité non rentable. Dans ces pays, le revenu par habitant et, par conséquent, le volume de la consommation sont faibles. La fiscalité est lourde et il n'y a guère de possibilité d'augmenter les recettes publiques au moyen d'impôts nouveaux. Les excédents budgétaires sont donc faibles et ne suffisent pas à assurer le financement des projets industriels. En Somalie, presque tous les grands projets industriels relèvent du secteur public. La rentabilité des industries du secteur public est trop faible pour permettre une formation de capital à une cadence satisfaisante. Dans les pays où l'épargne intérieure et les excédents budgétaires sont négligeables et le revenu par habitant faible il est impossible d'élaborer des plans de développement industriel sans prêts "souples", subventions et dons d'une certaine importance. Il faut élaborer un plan qui permettrait d'injecter des capitaux dans les économies des pays les moins avancés pour y promouvoir la croissance et l'industrie.

d) Marché

La Somalie ayant une population peu importante (près de 5 millions d'habitants) le marché des produits industriels y est étroit.

La Somalie a une superficie de plus de 638 000 km². Il n'y a pas de voie ferrée, les routes asphaltées praticables par tous les temps sont peu nombreuses. Certaines routes sont encore en construction. La circulation des biens et services est donc difficile. L'étroitesse du marché s'oppose à la création d'usines modernes pour la production de biens de consommation. Même si l'on crée de telles usines, il faut y appliquer une technologie intermédiaire qui permette de maintenir la production à un volume qui soit en rapport avec la consommation locale et les possibilités d'écoulement sur le marché. Il en résulte que les coûts de production sont élevés et que les biens de consommation locale sont chers et ne peuvent faire face à la concurrence des produits importés, ce qui nécessite le recours à des mesures de protection douanière ou à d'autres types d'aide. Quant aux industries orientées vers l'exportation qui utilisent des ressources locales, elles se heurtent au problème que constitue pour les pays les moins avancés l'écoulement de leurs produits manufacturés sur le marché international. Ces produits sont souvent vendus au prix fixé par l'acheteur étranger. En conséquence, le rendement des investissements est si faible que l'extension des entreprises est impossible.

e) Transfert des techniques

Faute de disposer des spécialistes nécessaires, les pays les moins avancés acquièrent des techniques simples ou perfectionnées et adaptées ou non aux conditions locales, au prix qui leur est demandé. Les fournisseurs étrangers de machines, de matériel et de techniques, savent parfaitement que ces pays ne sont pas en mesure de déterminer ce dont ils ont besoin en matière de technologie ni d'évaluer les offres qui leur sont faites dans ce domaine. Ces offres ne se fondent pas toujours sur un cahier des charges ou sur des demandes précises. Ainsi, les pays les moins avancés disposent rarement d'offres comparables. Ils sont obligés d'accepter telles quelles les offres qui leur sont présentées ou de se passer du projet. Ils s'exposent donc à être exploités. Il faut que cela change.

f) Petite industrie

Au moment de leur accession à l'indépendance, la plupart des pays les moins avancés n'avaient pas ou presque pas de petites industries traditionnelles. L'artisanat est à la base du développement industriel. Si cette base fait défaut, le pays peut probablement choisir de passer directement au stade de la grande industrie utilisant les techniques les plus récentes. Cela ne va pas sans difficulté. La petite industrie joue un rôle important dans le développement de tous les pays. Les entrepreneurs, les cadres supérieurs, le personnel de maîtrise, les maîtres artisans et les ouvriers qualifiés viennent soit de la petite industrie, soit du commerce. Normalement, les agriculteurs et les éleveurs ne s'intéressent pas à ces activités.

Dans les pays les moins avancés, les grandes entreprises sont des oasis dans un désert industriel. Ces pays doivent s'attacher à développer la petite industrie. Ils n'ont peut-être pas le choix. Leurs plans actuels de développement économique n'accordent cependant qu'un rang de priorité très modeste à ce secteur.

g) Sous-utilisation de la capacité installée

Dans les pays les moins avancés, le taux d'utilisation de la capacité de production installée est de l'ordre de 60 %. Cela tient à divers facteurs dont les principaux sont la pénurie de cadres compétents et d'ouvriers qualifiés, les retards

dans la livraison des fournitures, des pièces de rechange, etc., ainsi qu'à d'autres raisons qui ne dépendent pas de ces pays. Ainsi, en Somalie, des conserveries de poisson travaillent en dessous de leur capacité par suite de l'insuffisance des prises, qui tient elle-même au manque de flotilles et de ports de pêche. S'agissant de la fabrication de préparations et de conserves de viande, la capacité installée est sous-utilisée parce que les prix offerts pour ces produits sur les marchés d'exportation sont trop bas. Une sucrerie ne travaille pas à pleine capacité par suite d'un approvisionnement insuffisant en canne à sucre qui tient à des problèmes d'agronomie et de distribution d'eau. Ainsi, toute une série de problèmes font obstacle à la pleine utilisation de la capacité industrielle déjà installée et pourtant on crée de nouvelles usines et l'on accroît les capacités de production. Il est évident que les pays les moins avancés doivent s'attacher en priorité à utiliser pleinement la capacité existante et bénéficier d'une aide pour résoudre les problèmes qui sont à la base de sa sous-utilisation.

h) Insuffisances en matière de planification industrielle

Les pays les moins avancés comme la Somalie n'ont pas assez de spécialistes capables d'étudier et d'évaluer les perspectives qui s'offrent à différentes industries et de déterminer les projets industriels qui sont viables. L'assistance technique dont ils bénéficient dans ce domaine leur est fournie par les organismes des Nations Unies, à titre bilatéral, par des pays amis. Il est difficile d'obtenir des données sur l'économie et l'industrie de ces pays. En outre, ceux-ci n'ont pas d'organisme capable de mettre au point des projets industriels ou de faire des études de faisabilité. De même, pour toutes les questions liées à l'exécution des projets, les pays les moins avancés doivent faire appel à des étrangers. La période de gestation des projets industriels est par conséquent très longue. Les sociétés étrangères d'ingénieurs-conseils, dont plusieurs sont aux mains de fabricants de machines, proposent leurs services à ces pays. Dans certains cas, les fabricants de machines envoient des techniciens pour monter le matériel, mais ils évitent toujours de conclure des contrats pour des installations clefs en mains. Les installations de ce genre sont très coûteuses et entraînent une augmentation vertigineuse des dépenses d'investissement. Une telle situation demanderait à être examinée d'urgence à l'échelon international.

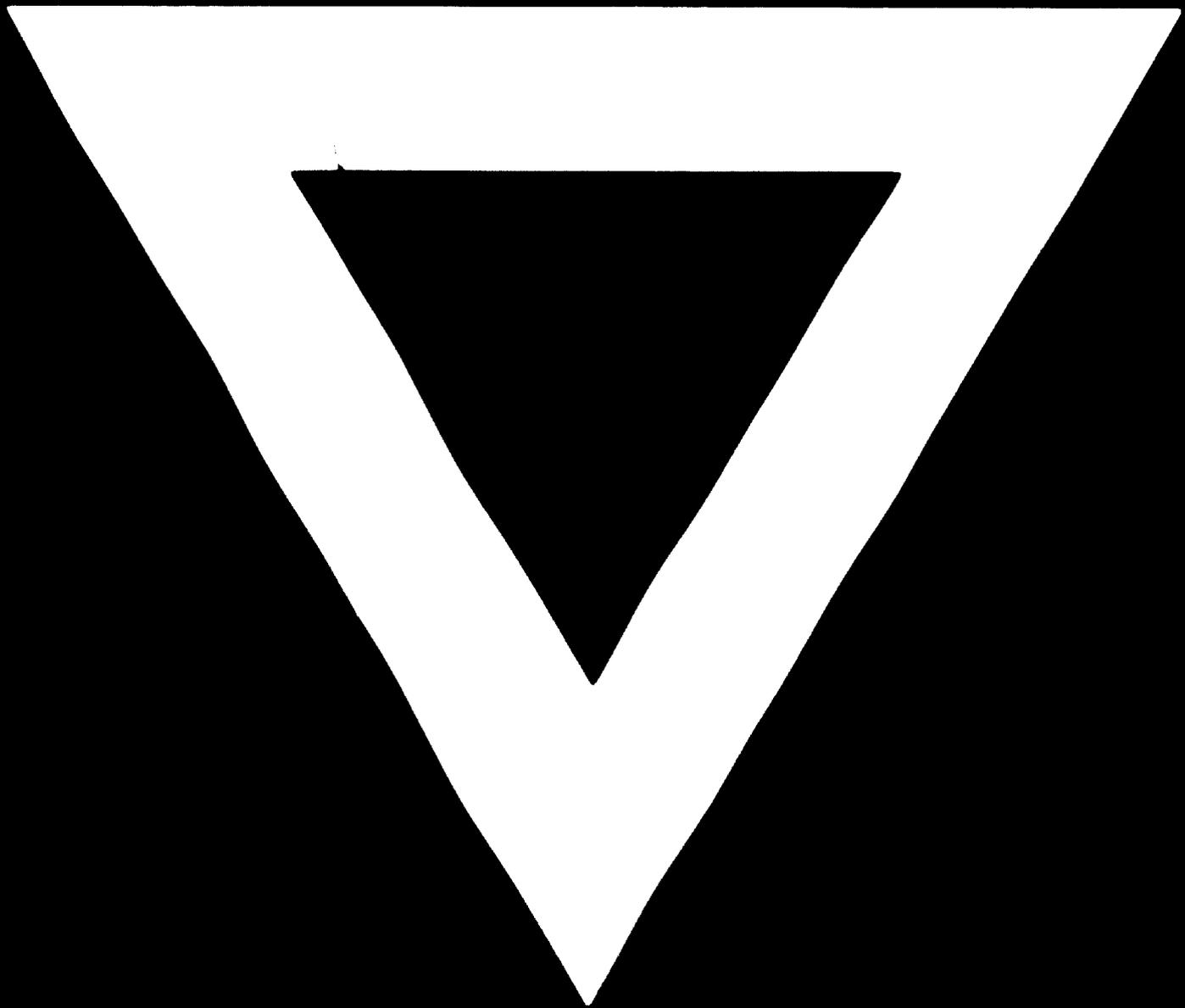
1) Politique industrielle

Les pays les moins avancés excent en général leur politique industrielle sur le remplacement des importations sans se préoccuper de la nécessité d'utiliser la capacité installée de façon optimale ni de la petite industrie. Cette politique de remplacement des importations aboutit à la création d'unités de production non intégrées. La dépendance étroite à l'égard des importations de biens de production a pour conséquence la sous-utilisation de la capacité installée, la cherté des produits industriels et le déséquilibre de la balance des paiements. Les usines qui se trouvent dans ce cas en Somalie fabriquent les produits suivants : cigarettes et allumettes, conteneurs en tôle ondulée pour navires, détergents et peintures.

Il faudrait analyser au fond les raisons pour lesquelles on met l'accent, au début, sur les remplacements des importations. Cela tient peut-être au montant très élevé des investissements nécessaires pour créer des industries utilisant des ressources locales, aux incertitudes quant à la possibilité d'écouler la production sur les marchés d'exportation ou bien au coût et à la complexité excessifs des techniques requises pour de telles industries. Il faudra étudier et résoudre ces problèmes.



B - 267



77.06.28